

Après la défaite des Panthères face aux Lions de l'Atlas à Casablanca

Le sport gabonais malade

Lin-Joël NDEMBET

Libreville/ Gabon

La défaite de Casablanca a fini par convaincre les amoureux de ballon rond. Et plus prosaïquement les Gabonais du mal profond qui ronge les Panthères du Gabon. Le diagnostic est sans appel : notre équipe nationale est malade, le sport gabonais l'est davantage. Notre onze national souffre de ses joueurs, son encadrement technique, ses dirigeants (Fégafoot, ministère des Sports). Il a finalement fini par succomber sur le chemin de la qualification rêvée pour le Mondial qui doit avoir lieu l'année prochaine en Russie, faute de soins appropriés.

Cette débâcle, quelques semaines après le sursaut de Bouaké en Côte d'Ivoire, nous amène à nous attaquer aux maux qui minent notre sport-roi et jeter un regard appuyé dans le milieu du sport de notre pays. Ces maux ont pour noms : affairisme, corruption, magouille, copinage, laxisme, amateurisme, complaisance, etc.

Ce n'est un secret pour personne que notre équipe nationale est confrontée, depuis bien longtemps déjà, dans son organisation, à des éléments perturbateurs, si ce ne sont des forces d'inertie, qui ne concourent pas forcément à la réussite des politiques publiques mises en place. Si tant est que cet objectif est réellement recherché aussi bien par l'encadrement technique, la Fédération gabonaise de football (Fégafoot) que par le ministère des Sports.

Car, si nos joueurs n'ont pas été à la hauteur de leurs adversaires marocains, au vu du naufrage collectif auquel nous avons assisté, l'on ne saurait pas pointer d'un doigt accusateur l'encadrement technique national. Cette composante formée autour de l'entraîneur José Antonio Camacho, très grassement payé par l'Etat gabonais, assume, en grande partie, la responsabilité de cette déconvenue dont le pays se serait bien passé encore aujourd'hui. Sa responsabilité est fortement engagée en raison de ses choix tactiques pour le moins hasardeux et inefficace (lire ci-dessus), mais aussi parce qu'il n'a pas su saisir au bond les signes de renouveau perceptible né du "raid sur Bouaké" quelques semaines plus tôt. Le coach espagnol, incapable de répondre au schéma tactique imposé par son adversaire, a plutôt démontré, une fois encore, ses limites et son incapacité à atteindre les objectifs qu'il



Photo : Wilfried MBINAH/ L'Union

Le Ministre de la jeunesse et des sports, Mathias Otounga Ossibadjou, devra plonger les mains dans le cambouis.



Photo : Wilfried MBINAH

Maurice Embinga est à la tête d'une Fegacy divisée, bien que reconnue par la CNOG.



Photo : Wilfried MBINAH/ L'Union

Le président de la Fédération gabonaise de judo, André Angwe Aboughe, n'a toujours pas ramené le calme dans sa structure.

s'était assignés dès sa prise de fonction. Il doit être amené à la démission ou alors être purement et simplement limogé

Autant d'argent* Cette voie est aussi celle que doit suivre le président de l'instance fédérale gabonaise, Pierre-Alain Mounquengui. A la tête d'une structure considérée comme étant vénale au sein de laquelle les membres et tous ceux qui gravitent autour se livrent depuis des années à des pratiques mafieuses, l'homme doit assumer la responsabilité des errements et surtout de l'inorganisation régulièrement observée dans la préparation de l'équipe nationale. En effet, comme si des moyens financiers avaient fait défaut, après bien de mésaventures, les der-

nières péripéties des joueurs à Casablanca ont tout confirmé sauf le sérieux des dirigeants fédéraux et autres pour n'avoir pas pris toutes les dispositions permettant d'assurer des meilleures commodités à l'équipe.

Or, nul n'ignore que l'équipe nationale de football bénéficie depuis ces dix dernières années d'une trop grande attention financière de la part de l'Etat gabonais, au regard des dotations allouées pour les différentes campagnes internationales. D'où les commentaires faits ici et là autour de l'utilisation de ces fonds, de leur réelle destination. Tout comme ceux relatifs aux ristournes de la Fifa. Toujours est-il qu'à Zurich (Suisse) et même au Caire (Égypte), sièges respectifs

la Fédération internationale de football (FIFA) et de Confédération africaine de football (CAF), Pierre Alain Mounquengui et les siens ne bénéficient pas d'une image positive. Tout indique que le caractère sulfureux des nôtres serait, semble-t-il, à l'origine cette image écornée.

Il reste que dans un environnement si décrié, en raison de la persistance des réseaux mafieux et autres lobbys qui s'emploient à empoisonner tout le milieu, le laxisme du ministère des Sports apparaît bien déconcertant. Tant il perpétue des pratiques qui méritent pourtant d'être bannies. Or, les différents ministres nommés au cours de la dernière décennie, loin d'avoir réussi à mettre de l'ordre dans le monde de football miné sérieusement par des

pratiques obscures, une opacité dans la gestion des deniers publics, se sont plutôt laissés embarquer dans le copinage, la complaisance. Certains étant impliqués dans les malversations décriées. Une duplicité qui aura eu pour effet de limiter la puissance étatique qui finance annuellement l'ensemble des fédérations et ligues.

Ces entités, en complicité avec les clubs se mettent à faire de la surenchère, freinent ainsi toutes les réformes initiées dans ce secteur. Pour ne parler que du championnat. Il ne peut en être autrement, au fond, lorsqu'on sait les dividendes récoltés. Le résultat est que le ministère, dont l'influence devrait être clairement établie en tenant compte du cadre réglementaire, semble, comme le

football d'ailleurs, pris en otage par des groupes bien organisés derrière lesquels se cachent des mains noires.

Triste spectacle* Au demeurant, ce panorama brossé sur le sport-roi reflète tout naturellement l'ensemble du sport dans le pays. Les problèmes sont quasiment identiques, sinon, plus graves selon les disciplines. Dans la plupart, on y trouve des dirigeants corrompus disposant pour la majorité de titres fonciers à la tête des fédérations. Ces derniers, visiblement très puissants, mais qui très souvent font preuve de légèreté dans la gestion et préparation de nos équipes, n'hésitent pas à faire main basse sur les subventions étatiques et à utiliser les fonds alloués par les instances internationales, selon leur bon vouloir. Cela, avec la bénédiction de complices tapis au sein du ministère des Sports. Avec de piètres résultats trop souvent en deçà des gros efforts financiers consentis par le contribuable gabonais. Mis à part tout de même les sports individuels, en l'occurrence le taekwondo, qui ont apporté quelques breloques.

La forte agitation suscitée par le renouvellement des instances fédérales du judo, du cyclisme, la boxe, le handball, le karaté et bien autres ainsi que les fréquentes crises nées des batailles que certains se livrent pour leur contrôle, ont levé le voile sur certaines de ces fédérations ainsi que sur les modes de gestion en cours en leur sein. Et surtout révélé les desseins inavoués de présidents fédéraux.

Aujourd'hui, au regard de la gravité de la situation, il y a urgence de plonger dans les eaux troubles de ce secteur sur lequel les autorités gabonaises ont beaucoup investi. En commençant par mettre de l'ordre, puis faire la lumière sur l'utilisation des fonds publics. A travers un audit de l'ensemble des entités fédérales gangrenées par l'argent, le copinage et autres fléaux. Avant d'organiser, le cas échéant, les états généraux du sport.

Le contribuable gabonais, qui s'est lourdement saigné en cette période de crise aiguë, veut des comptes. Il estime à juste titre que l'heure a sonné pour chacune des composantes de ce groupement réponde de ses actes, si l'on veut réellement guérir du mal profond qui ronge le groupe des Panthères, et le football national en particulier, et le sport gabonais, en général. C'est la seule thérapie qui vaille.